

Les Jeux olympiques ont pris fin. Il reste désormais les Jeux paralympiques et les différentes phases de démontage.

Le GES, à ce stade, salue la très bonne mobilisation de la sécurité privée, pourtant inattendue.

Si, depuis des mois, des années et même ces dernières semaines, un grand nombre doutait de la capacité du secteur de la sécurité privée à faire face à l'exceptionnelle demande en agents, force est de constater que le défi a été relevé, et très bien relevé.

Plus de 24.000 accréditations ont été personnellement retirées par les agents de sécurité privée ; plus de 7.000 candidats ont réussi, ces derniers mois, la certification professionnelle « Surveillance des grands événements », et bien plus encore ont passé une formation plus large leur permettant de travailler ailleurs que dans le seul secteur événementiel.

Ce défi, pris en compte depuis plusieurs années, a pu être relevé, car tous les acteurs concernés, publics, privés, particuliers, se sont mobilisés comme jamais.

La branche professionnelle, constituée des partenaires sociaux, a pris ses responsabilités en créant, contrôlant et délivrant la certification professionnelle « Surveillance des grands événements ».

France Travail et les différents services de l'emploi se sont mis en ordre de marche pour sourcer des candidats, demandeurs d'emploi, retraités et étudiants, dont il faut saluer l'extraordinaire engouement.

Les organismes de formation ont répondu présent et ont pu accroître considérablement les entrées en formation.

Le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) a considérablement réduit les délais de délivrance des autorisations, tout en maintenant un haut niveau d'exigence de moralité.

Enfin, les entreprises de sécurité ont recruté, qu'elles soient attributaires ou non des marchés de Paris 2024, cela afin de permettre aux personnes nouvellement formées de commencer à travailler, avant les Jeux olympiques.

Toute la filière s'est ainsi mobilisée, partout en France, car il a fallu, bien entendu, assurer la sécurité des sites olympiques, mais également assurer la sécurité de la vie et des activités courantes. Cela d'autant plus qu'un grand nombre de forces publiques ont dû être mobilisées sur la plaque francilienne.

Depuis trois ans, le GES a eu des réunions très régulières avec le ministère de l'Intérieur et ses différents services, avec la DIJOP, avec le ministère du Travail, avec Paris 2024, etc., afin de préparer au mieux cet événement. Ces réunions se sont naturellement poursuivies durant les Jeux, concrétisant plus que jamais le continuum de sécurité.

Au-delà des effectifs nécessaires et présents, ce sont les compétences et le savoir-faire des agents de sécurité privée qui ont été démontrés.

Palpation, inspection visuelle des sacs, utilisation des magnétomètres et des portiques de sécurité, surveillance dans les travées des stades (merveilleux) et des différents sites, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur, vidéosurveillance, rondes nocturnes, y compris avec des équipes cynophiles, intervention si nécessaire, comme juste avant la finale du 100 mètres hommes, secours aux personnes, etc.

Ce sont toutes ces missions, toutes ces activités, de prévention, de sécurité, d'alerte, d'intervention, qui ont été déployées et ont participé à cette excellente tenue des Jeux olympiques du point de vue de leur sécurité, tranquillité et sérénité.

Aux agents présents, à leur encadrement, aux entreprises de sécurité, il convient donc de dire, publiquement : bravo !

Il n'était pas possible que la sécurité privée manque ce rendez-vous ; il n'est pas possible qu'elle manque celui des jeux paralympiques. Elle sera bien là, tout aussi professionnelle !

CONTACT PRESSE :

CÉDRIC PAULIN
Secrétaire Général du GES
+33 6 16 66 87 17
contact@ges-securite-privee.org
www.ges-securite-privee.org

Le GES est la 1^{ère} organisation patronale de la filière de la sécurité privée, avec une représentativité de plus de 75 %. La branche professionnelle de la Prévention-Sécurité rassemble 3 500 entreprises, plus de 185 000 salariés, pour un chiffre d'affaires dépassant les 9 milliards d'euros.